NATIONS UNIES

CONSEIL
DE SECURITE

Distr.
GENERALE

S/5895
14 août 1964

ORIGINAL : FRANCAIS

LETTRE, EN DATE DU 13 AOUT 1964, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT ADJOINT DU CAMBODGE

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous communiquer le texte de la déclaration suivante du Gouvernement royal du Cambodge :

"L'agence France-Presse rapporte qu'au cours de sa conférence de presse de vendredi soir, le général Nguyen Khanh a déclaré : 'La politique du Gouvernement du Cambodge à l'égard du Sud libre, ainsi que les déclarations et l'attitude du chef de l'Etat khmer, nous démontrent que les frontières du Cambodge constituent aussi une menace à notre sécurité.'

Précédemment, un porte-parole de l'armée sud-vietnamienne avait prétendu que : 'Il existe une collusion entre le Cambodge et le Viet-Cong, celui-ci tolérant la présence de Viet-Cong dans la zone frontière, créant ainsi de nombreuses difficultés pour les opérations de pacification déclenchées par notre armée dans cette zone. Sur le territoire cambodgien, il existe au moins cinq importantes zones qui servent de bases aux Viet-Cong.'

Le Gouvernement royal du Cambodge élève une solennelle protestation contre les déclarations du chef du Gouvernement sud-vietnamien et attire l'attention de l'opinion internationale sur l'extrême gravité de ses menaces proférées contre le Cambodge.

Il est manifeste que le général Nguyen Khanh envisage une action militaire contre le territoire khmer dans le cadre politique américano-sud-vietnamien visant à porter la guerre dans tout le Sud-Est asiatique. Le Gouvernement royal tient à souligner la mauvaise foi des dirigeants de Saigon qui, il y a quelques semaines, demandaient au Conseil de sécurité de prendre acte 'de la déclaration du Gouvernement de la République du Viet-Nam selon laquelle il reconnaît la neutralité et l'intégrité territoriale du Royaume du Cambodge et s'engage à les respecter' et prétendent aujourd'hui que nos frontières sont des menaces à la sécurité du Sud-Viet-Nam.

Enfin, le Gouvernement royal proteste contre l'accusation formelle du porte-parole de l'armée sud-vietnamienne selon lequel il existe une collusion entre le Cambodge et le Viet-Cong. Il n'est pas un observateur international qui ne reconnaisse la rigoureuse neutralité du Cambodge dans la guerre civile du Sud-Viet-Nam.

Quant à la présence de 'cinq zones servant de bases aux Viet-Cong' en territoire cambodgien, le Gouvernement royal exige que les autorités sud-vietnamiennes précisent clairement les emplacements de ces prétendues bases afin que la Commission internationale de contrôle ou toute autre mission d'enquête, américaine incluse, soit appelée à se rendre sur place afin de juger de leur réalité.

Ainsi qu'il a été proclamé, le prince Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge, fera face à toute agression avec l'ensemble des forces dont il dispose, en se réservant le droit de faire appel, si besoin est, à l'assistance des pays amis.

Le Gouvernement royal tient toutefois à lancer un appel à toutes les puissances pacifiques, et plus spécialement aux Nations Unies, sur le très grave danger que la politique agressive du Sud-Viet-Nam, soutenu par les Etats-Unis, fait courir actuellement à la paix mondiale."

Je voudrais souligner à l'attention des membres du Conseil de sécurité que le Gouvernement royal du Cambodge exige des autorités sud-vietnamiennes de préciser le nom et les endroits de ces cinq zones viet-cong afin de lui permettre d'inviter la Commission internationale de contrôle ou toute autre mission d'enquête, américaine incluse, à se rendre sur les lieux pour vérification.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Veuillez agréer, etc.

Le représentant permanent adjoint
du Cambodge,
Chargé d'affaires a.i.,
(Signé) Thoutch Vutthi